

C'est pourquoi les écarts sont tellement difficiles à combler. Nous touchons là à l'exploitation de sociétés multinationales appartenant à des intérêts américains, produisant tant aux États-Unis qu'au Canada et alimentant le marché nord-américain. Comment ces exploitations peuvent-elles atteindre à la plus grande efficacité et exercer le moins de contraintes possibles sur le commerce au profit des deux pays? Comment la production, -- et par conséquent l'emploi --, doit-elle se partager de façon à ce que chacun de nous en obtienne une part équitable?

Ce sont là les questions auxquelles nous tentons de répondre depuis nombre de mois, bien avant l'annonce de la nouvelle politique économique le 15 août dernier.

Il s'agit d'une question importante, mais il faut comprendre pourquoi j'ai affirmé qu'elle ne comporte pas de divergence de principe fondamentale entre nos deux pays en matière d'échanges. Ce serait vraiment ridicule s'il devait y avoir un grave bris de relations en raison de la difficulté d'en arriver à un accord sur l'avenir du pacte de l'automobile, qui s'est révélé tellement profitable tant pour le Canada que pour les États-Unis.

Je tiens à vous assurer que le Canada comprend bien le désir de l'Administration des États-Unis de corriger certains déséquilibres fondamentaux qui existent dans les relations internationales en matière de monnaie et de commerce et qu'il sympathise avec elle. Nous avons fait notre part pour corriger certains de ces déséquilibres, par exemple, en laissant flotter notre devise et en avançant la date d'entrée en vigueur des réductions tarifaires négociées lors du Kennedy Round, et cela bien avant l'annonce de la Nouvelle Politique Economique. Nous sommes prêt à faire plus, comme nous l'avons fait savoir à votre Gouvernement il y a quelque temps. Malheureusement, notre offre a été rejetée.

Ce n'est là qu'une partie des efforts tentés en vue de libéraliser le commerce international, efforts dans lesquels le Canada voudrait voir engagées toutes les nations commerçantes du monde, même lorsqu'elles cherchent à protéger leurs propres intérêts économiques fondamentaux.

Dans cette tâche, l'ensemble du monde du commerce attend des États-Unis un leadership responsable et efficace. Nous nous tournons vers les États-Unis dans l'espoir qu'ils appuient énergiquement la libéralisation d'un commerce fondé sur des principes de non-discrimination, l'amélioration des conditions de la concurrence et la prise de positions ouvertes de la part d'autres pays.

Les récentes déclarations du Président Nixon laissent entendre que les intérêts à longue échéance des États-Unis exigent que ceux-ci poursuivent l'objectif de libéraliser le commerce international et les investissements de capital ainsi que la création, sur les plans commercial et monétaire, d'un système international efficace, réformé et adapté à la nouvelle situation internationale.